



HAL
open science

À quoi servent les obligations vertes ?

Kamel Si Mohammed, Vanessa Serret

► To cite this version:

Kamel Si Mohammed, Vanessa Serret. À quoi servent les obligations vertes ?. 2025, <10.64628/AAK.xgauwjayf>. <hal-05014327>

HAL Id: hal-05014327

<https://hal.univ-lorraine.fr/hal-05014327v1>

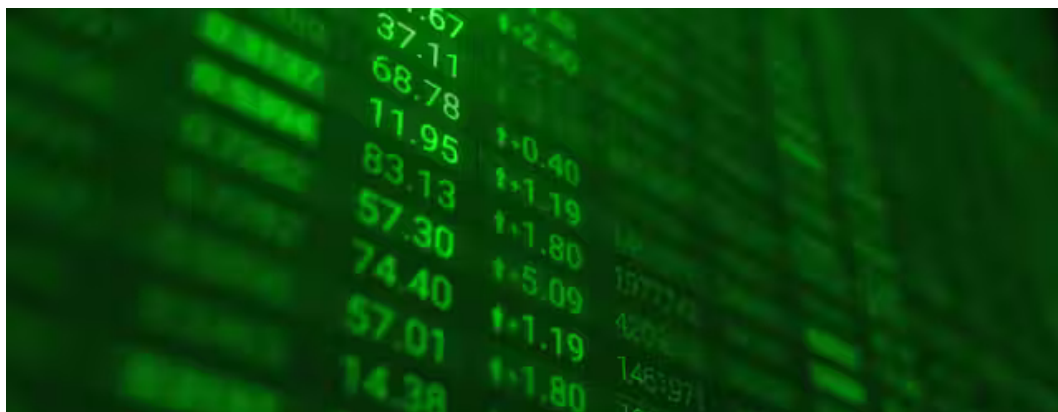
Submitted on 31 Mar 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-ND 4.0 - Attribution - No Derivative Works - International License



Plus l'incertitude économique est élevée, plus les obligations vertes démontrent leur résilience, en réduisant les risques climatiques. AlexeyGodzenko/Shutterstock

À quoi servent les obligations vertes ?

Publié: 31 mars 2025, 11:59 CEST

Kamel Si Mohammed

researcher, Université de Lorraine

Vanessa Serret

Professor, IAE Metz School of Management – Université de Lorraine

Emprunt émis sur les marchés financiers par un État ou une entreprise pour financer des projets liés spécifiquement à l'environnement, les obligations vertes sont entre deux eaux. D'un côté, les velléités de Donald Trump de mettre fin aux politiques climatiques. De l'autre, un boom de ce marché avec 530 milliards de dollars d'émissions en 2024.

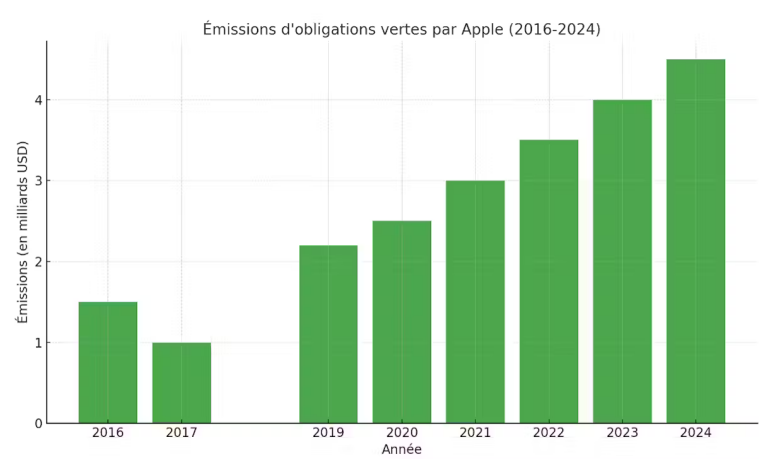
Avec l'élection de Donald Trump, les acteurs de la finance verte grincent des dents. Le président américain a fait réagir en décidant de sortir de l'accord de Paris. Entre 8 100 et 9 000 milliards de dollars par an jusqu'en 2030. C'est l'argent qu'il faudrait mobiliser pour atteindre les objectifs climatiques mondiaux selon le Climate Policy Initiative. Pour lever ces sommes colossales, les gouvernements et les entreprises se tournent de plus en plus vers les obligations vertes.

Dans une étude sur les États-Unis de 2008 à 2022, nous explorons la manière dont ces obligations contribuent à la réduction des risques climatiques. À l'instar des obligations classiques, les obligations vertes sont des emprunts – et donc des dettes – émis sur le marché par des États ou des entreprises. Ces obligations vertes sont destinées uniquement à financer des activités écologiques. Avec quels résultats ?

51,1 milliards de dollars aux États-Unis

Les États-Unis, après avoir réintégré l'[Accord de Paris](#) en 2021, se sont fixés des objectifs ambitieux : réduire de 50 à 52 % leurs émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport au niveau de 2005. Pour atteindre ces objectifs, le pays mise sur la finance verte, notamment via les obligations vertes.

Dès 2020, les États-Unis ont été le plus grand émetteur mondial d'obligations vertes, avec 51,1 milliards de dollars émis selon la [Climate Bonds Initiative](#). Cette tendance s'est poursuivie, atteignant 550 milliards de dollars en 2024, se rapprochant du record de 588 milliards de dollars établi en 2021. [Fannie Mae](#), organisme spécialisé dans la garantie des prêts immobiliers, a été un pionnier des obligations vertes.



Émission d'obligations vertes par Apple entre 2016 et 2024. Fannie Mae, Fourni par l'auteur

[Apple](#) a émis sa première obligation verte en 2016, avec un montant de 1,5 milliard de dollars, établissant ainsi un jalon important dans le secteur de la finance durable pour une entreprise technologique. Après une légère baisse en 2017, les émissions ont augmenté à partir de 2019, atteignant 4,5 milliards de dollars en 2024.

Incertitudes économiques

Notre étude sur le marché américain analyse la période de 2008 à 2022. Elle prend en compte plusieurs événements majeurs, tels que la signature de l'accord de Paris, mais aussi des crises économiques comme la crise financière de 2008 et la pandémie de Covid-19. Les chocs économiques – comme la crise de 2008 ou la guerre en Ukraine – augmentent l'incertitude. Elles rendent les obligations vertes plus attractives en tant que valeurs refuges. Plus l'incertitude économique est élevée, plus les obligations vertes démontrent leur résilience en réduisant les risques climatiques.

Un point clé de cette recherche est l'impact de l'incertitude économique sur les obligations vertes. Pour mesurer cela, nous avons utilisé l'[indice d'incertitude politique économique](#), ou [Economic Policy Uncertainty \(EPU\)](#), ainsi que l'[indice des sommets climatiques](#), ou [Climate Summit Index \(CSI\)](#). Ces indices reflètent la manière dont les événements politiques et les engagements climatiques influencent les marchés financiers.

Indice d'incertitude politique économique de 1996 à 2024. Policyuncertainty

Les résultats économétriques montrent que les obligations vertes jouent un rôle crucial dans la réduction des risques climatiques. Toutefois, l'efficacité de ces obligations est à nuancer. Par exemple, lorsque les engagements politiques en faveur du climat sont faibles, l'impact des obligations vertes s'avère plus limité.

Plus d'obligations vertes, moins de risques climatiques

Pour mener cette analyse, nous avons utilisé la méthode statistique appelée régression quantile-surquantile multivariée. Cette méthodologie permet de mesurer l'impact des obligations qui peut être asymétrique selon une période de faible ou de forte incertitude économique. Ils permettent d'étudier la relation dynamique entre les obligations vertes et les risques climatiques selon différents scénarios de marché.

Nos résultats montrent que lorsque le marché des obligations vertes est encore peu développé, leur capacité à réduire les risques climatiques est plus limitée. Cependant, au fur et à mesure que le marché des obligations vertes se développe, leur impact positif sur la réduction des risques climatiques devient plus prononcé. Autrement dit une plus grande émission d'obligations vertes est associée à une baisse significative des risques climatiques.

Cadre réglementaire incitatif

L'efficacité des obligations vertes dépend des politiques climatiques mises en place lors des sommets internationaux mesurés par l'indice de sommet climatique. Nous avons constaté que les engagements pris lors de ces sommets influencent directement le marché des obligations vertes. Lorsque les gouvernements prennent des mesures strictes pour réduire les émissions de carbone, la demande pour ces obligations augmente, ce qui renforce leur impact positif sur la réduction des risques climatiques.

Du lundi au vendredi + le dimanche, recevez gratuitement les analyses et décryptages de nos experts pour un autre regard sur l'actualité. [Abonnez-vous dès aujourd'hui !](#)

Notre étude montre que l'indice de risque climatique diminue d'environ 16 %, lorsque l'émission d'obligations vertes est très élevée, illustrant leur effet significatif dans l'atténuation du risque climatique. Cependant, lorsque l'indice des sommets climatiques est faible, l'effet des obligations vertes sur la réduction du risque climatique est plus limité, enregistrant une baisse d'environ 12 %.

Ces résultats soulignent la nécessité d'un cadre réglementaire incitatif pour favoriser l'expansion du marché des obligations vertes et maximiser leur efficacité dans la lutte contre le changement climatique.

Trois enseignements

Notre étude propose au moins trois recommandations pratiques à destination des décideurs et des investisseurs pour maximiser l'impact des obligations vertes.

1. Instaurer un cadre incitatif solide : mettre en place des garanties gouvernementales, afin de réduire les risques financiers associés aux obligations vertes et ainsi attirer un plus grand nombre d'investisseurs.
2. Établir des normes claires : définir précisément les critères qui qualifient une obligation verte. Cela permettra d'accroître la transparence et la confiance des investisseurs, tout en renforçant l'intégrité du marché.
3. Faciliter l'accès aux obligations vertes, notamment pour les petites entreprises et les investisseurs institutionnels, en développant des plates-formes de trading dédiées comme le Luxembourg Trade Exchange.

Élargir aux pays émergents

Les obligations vertes ne se limitent pas à un simple instrument financier. Elles représentent un levier puissant pour accélérer la transition écologique, réduire les risques climatiques et stabiliser les marchés financiers face aux incertitudes économiques et politiques. Cependant, notre étude met en lumière une limite notable : les résultats se concentrent principalement sur les États-Unis, un marché financier mature. Il serait essentiel d'élargir le champ d'analyse aux pays émergents, où les risques climatiques et les incertitudes économiques sont souvent plus marqués.

En 2023, les émissions d'obligations vertes dans les marchés émergents ont augmenté de 34 %, atteignant 135 milliards de dollars. Ces chiffres soulignent le potentiel croissant de ces instruments dans ces régions. Des recherches futures pourraient explorer comment ces obligations peuvent répondre aux besoins spécifiques des économies émergentes, pays où le risque climatique est souvent plus élevé ainsi que l'incertitude politique.